

Histoire du genre en France : comment une hypothèse anthropologique a-t-elle pu devenir idéal politique ?

Présenté par Christiane Taubira en 2012 à l'Assemblée Nationale, le projet de loi ouvrant le mariage et l'adoption aux personnes se disant homosexuelles a révélé la prégnance, dans le monde politique français, d'un courant de pensée nouveau, venu des Etats-Unis, appelé « théorie » du genre. Largement étudiée et résumée depuis la présentation de ce projet, cette inédite conception n'a cependant pas fait l'objet d'un examen poussé quant à l'histoire de sa réception en France. Or l'analyse de celle-ci révèle, si l'on veut bien s'y attarder, quelques paradoxes, qui peuvent se traduire par les questions qui suivent : comment se fait-il que les travaux de Judith Butler, mère fondatrice de la « théorie » du genre, qui s'appuient pourtant sur le substrat de la philosophie française post-structuraliste, aient mis tant d'années à venir jusqu'à nous ? Pourquoi est-ce plutôt la gauche, et singulièrement le Parti Socialiste français, qui se soient portés volontaires à l'intégration de ce dogme et ce, au mépris de leurs principes les plus originels ? Comment est-on passé, enfin, jusqu'au plus haut niveau de l'Etat, d'une simple analyse anthropologique à une ardente et générale programmation politique ?

Les origines françaises de la gender « theory »

Cela ne s'est sans doute pas assez dit, mais la construction intellectuelle de Butler doit beaucoup à ce qui fut appelé la *french theory*. Apparu dans les universités françaises des années 60, ce mouvement s'inscrit dans la continuité de la rupture épistémologique instituée par Nietzsche, philosophe allemand pour qui la « vérité » n'est plus qu'une « armée mobile de métaphores ». Simple élément de langage parmi d'autres, le vrai devient un arbitraire soumis à l'ère de tous les soupçons. Ainsi, pour Michel Foucault, il s'agit d'abord et avant tout de « remettre en question notre volonté de vérité », de « restituer au discours son caractère d'événement », de « lever enfin la souveraineté du signifiant ». Dans ce scepticisme radical, où tout n'est que représentation, le monde alors en son entier devient instrument d'une volonté de puissance, qu'il s'agit de mettre à jour et de déconstruire : Dieu n'est qu'une invention de clercs, l'Histoire est l'alibi des nations, la morale est levier de toutes les oppressions, la culture perpétuation d'une domination de classe.

La « théorie » du genre et ses conséquences anthropologiques

L'originalité de Madame Butler aura assurément été d'appliquer au domaine le plus intime et le plus profond de la personne, qui est la sexualité, cette idée de convention imposée. Pour celle-ci en effet, ainsi qu'elle le déclare dans *Trouble dans le genre*, « les catégories fondamentales de sexe, de genre et de désir sont les effets d'une certaine formation du pouvoir ». Etudier la sexualité revient donc, à l'en croire, à « recourir à une forme d'analyse critique », qui s'apparente à une « généalogie ». En celle-ci alors, le donné sexuel n'est plus seulement reçu de la nature mais subi ou choisi, c'est-à-dire vécu sous forme de « gender ». Judicieusement utilisé pour sa polysémie, le terme signifie à la fois, en langue anglaise, « sexe » et « genre », substantif qui, par étymologie, renvoie à l'espèce, à la catégorie et donc à une artificielle nomenclature. Quelque peu spéculaire, l'analyse peut faire sourire, elle n'en demeure pas moins chargée de lourdes conséquences : s'il existe bien deux sexes, il faudra alors admettre qu'il advient, par cette idée de souveraineté du choix sexuel, une multitude

d'identités possibles. De fait, c'est une humanité clivée en sous-groupes d'hétéros, d'homos, de gays, de bi, de trans et d'inter, avec possible réversion des étiquettes, qui voit désormais le jour. Autre point, si la vie sexuelle se résume à la seule expression d'un désir, la sexualité, qui se voit privée de sa finalité, devient fait social variable, obéissant aux inclinations des envies et des modes. Ainsi, nous passons d'une humanité ordonnée, par le fait de la sexuation, à sa perpétuation propre, à une addition de catégories disparates, qui ne semblent exister que pour la simple satisfaction d'appétits singuliers. Ecrire la « théorie » du genre et la proposer comme idéal revient donc à défaire le caractère uni, unique et pérenne de l'humanité même. Socialiser la sexualité consiste alors à dénaturer l'humain, en vue sans doute de créer quelque espèce nouvelle.

Réception de la « théorie » du genre en France : du mépris intellectuel à la sidération politique

Fort curieusement, le pays de Descartes s'est longtemps méfié d'une telle construction philosophique. Ecrit en 1990, l'ouvrage fondateur de Madame Butler ne fut traduit qu'en 2005. Cela s'explique sans doute par le fait de deux résistances fortes qui firent, à échelle universitaire, obstacle. Premier point, l'idée d'un communautarisme sexuel, bienvenu dans le monde d'outre-Atlantique, fut mal accueillie dans le pays de la République indivise, qui ne semble se gouverner que par un pacte social en lequel chacun des contractants aliène sa volonté individuelle à la générale volonté. Deuxièmement, la psychanalyse française, farouchement viennoise sur ce point, a longtemps maintenu la persistance du schéma oedipien qui, comme on sait, repose sur une parenté sexuée opposant père et mère. Pourtant, aux marges de ce rejet, les années 80 voient en France la création d'un groupe appelé Homosexualités et Socialisme, dont le but est de porter au sein même du Parti Socialiste la revendication des « droits » homosexuels. Appuyés par la très fameuse LGBT, créée en 2003, les HES veulent « faire du projet socialiste le projet de l'égalité des droits. » Or, et la coïncidence est des plus heureuses, c'est en 2005 que l'*opus* butlerien se trouve enfin traduit et intitulé comme suit : *Trouble dans le genre. Pour un féminisme de la subversion*. Eloquente par son sous-titre, cette traduction implante l'anthropologie butlerienne dans le champ social et politique. Simultanément, c'est précisément dans ces années que la gauche française vit une crise électorale et idéologique. Blessée par la brutale chute d'un mur qu'on disait immuable, celle-ci semble avoir renoncé à l'idéal porté par le matérialisme historique d'inspiration marxiste. Eloignée des affaires depuis l'ère mitterrandienne, elle est alors à la recherche d'un second souffle mobilisateur. Tout se passe comme si, en cette période charnière, les enfants de Jaurès opéraient une véritable mutation idéologique : renonçant au progrès social, la gauche, et plus particulièrement le Parti Socialiste, vont se rabattre sur l'espérance d'une révolution morale. Et la théorie du genre, fascinante pour les perspectives de possibles métamorphoses qu'elle semble offrir, va servir de puissant catalyseur d'utopie, activant à nouveau la vieille machine à rêves. On le voit donc alors, c'est la désillusion politique qu'a suscitée l'effondrement du marxisme qui a permis, en terre rose et rouge de France, un accueil favorable aux travaux de Judith Butler : dans la morosité des grands soirs perdus, les prophètes déçus du genre humain se sont consolés par la perspective nouvelle d'un changement de genre. Troquant *Le Capital* pour *Gender Trouble*, ils se sont mis à professer leur foi en un messianisme parfaitement inédit, car dorénavant sexuel.

Evolution de la « théorie » de Butler : vers une politisation croissante de la notion de genre

Au même moment, la « théorie » du genre, chez Butler et chez d'autres, comme cela était à prévoir, se politise davantage encore. Puisque la sexualité est question de choix,

puisque ce choix définit la personne, alors le faire fait l'être, la vie sociale déterminant l'intime. Ainsi, Judith Butler peut sans ambages affirmer, dans *Une Ethique de la sexualité*, que « le pouvoir et la sexualité sont », désormais, « co-extensifs ». Mieux encore, elle ajoute, en ce même ouvrage, qu' « on aimerait vivre dans une culture sexuelle. » Devenue véritable contrat social et non simple donnée de la nature, la vie sexuelle est alors prise dans un champ politique de rapport de forces, en lequel le plus puissant défendra sa norme et la promulguera pour tous. « La sexualité », affirme conséquemment notre anthropologue, « résulte toujours d'une négociation prise dans des forces sociales. » Ici alors, il n'est plus de frontières séparant la culture de la nature, pas plus qu'il n'est de limite entre le domaine privé et celui du public. Nous entrons donc dans une sorte de pansexualisme, grâce auquel le politique peut aussi se faire source d'influence, facteur de libération. L'Etat peut alors décidément tout, y compris éduquer ou rééduquer des comportements sexuels qu'il entend modifier selon son seul bon plaisir.

La « théorie » du genre devenue programme politique : un totalitarisme nouveau ?

Et précisément, l'actuel gouvernement de notre française République a conçu une action politique transversale au long cours de ce type, voulant changer le monde en changeant les sexes. En sa très révélatrice *Convention interministérielle pour l'égalité*, le pouvoir exécutif affirme en effet avec beaucoup de sérieux qu'il entend lutter contre « préjugés et stéréotypes sexistes », lesquels sont « ancrés dans l'inconscient collectif ». Véritable priorité nationale, ce combat contre les discriminations doit ouvrir, par le biais du genre, à une nouvelle égalité, tant espérée, enfin acquise, pourvu que l'on consente à suivre de près les prérogatives proposées par ce plan quinquennal. Or, ce qui est stupéfiant en ce programme, c'est la diversité des domaines sur lesquels doit s'appliquer cette libératrice entreprise : la jeunesse doit, dès son âge le plus tendre, être éveillée à la variabilité de l'identité sexuelle, le monde du travail est à surveiller de près au sujet de cette épineuse question, les relations internationales enfin auront à rester vigilantes sur cet aspect, la France, terre des droits de l'Homme, se réservant d'accorder asile aux individus discriminés ailleurs pour des motifs d'homophobie ou de transphobie. Conséquence immédiate du pansexualisme qu'induit la théorie butlerienne, le genre, devenu programme politique, est une catégorie qui affecte ainsi tous les niveaux du champ social. Et la question alors est de savoir si cette politique, univoque en son objectif en même temps qu'exhaustive en ses applications, n'inclinerait pas à devenir totalitarisme d'un nouvel âge. On sait que, pour Hannah Arendt, tout totalitarisme commence dès lors que l'on décide de « traiter l'homme comme un être entièrement naturel dont le processus de vie peut être manipulé de la même manière que tous les autres processus ». Et en ce remodelage, il s'agit bien d'arracher l'individu à tous les déterminismes, et donc de faire de plonger celui-ci, comme le rappelle encore l'auteur des *Origines du totalitarisme*, dans « des organisations massives d'individus atomisés et isolés ». Enfin, on pourra remarquer que la surdité, feinte ou après tout réelle, de notre gouvernement, qui refuse d'entendre les bruyantes protestations venues de tous bords s'opposer au projet de loi Taubira, rappelle ce que disait la philosophe de l'étanchéité qui caractérise, selon elle, le système totalitaire. Refusant la réalité des faits pour préférer à cette dernière la douceur du rêve, les tyrannies modernes élaborent, d'après Arendt, « une structure en oignon » qui permet « au système d'être par son organisation à l'épreuve du choc dont le menace la factualité du monde réel. » Ainsi, prétendant libérer l'homme de tous les arbitraires, la « théorie » du genre, à l'instar de bien des utopies, enferme celui-ci dans un arbitraire plus lourd encore parce qu'arbitrairement imposé et uniformément dicté. A échelle politique, cette libération par force prescrite, indifférente à l'histoire de chacun, violente en ses procédés, semble bien devenir liberticide en son libertarisme même, l'individualisme sexuel ayant entraîné la destruction des individus

sexués.

Modeste en ses ambitions, cette rapide étude aura donc permis de tracer la chronologie de l'idée de genre en France et de voir comment, par le fait d'un vide idéologique flagrant, la gauche française s'est emparée d'un concept qui lui était *a priori* étranger pour, en peu de temps, politiser ce dernier afin d'alimenter la matrice utopique dont elle ne saurait, apparemment, se priver. L'Histoire à venir dira si, pour ce qui est de l'inflexion totalitaire pressentie ici, les intuitions formulées auront été justes. Pour ce faire, deux critères propres à l'incarnation étatique de l'utopie seront à vérifier. Le XXème siècle en effet a bien montré que le totalitarisme est effectif, dès lors qu'il y a élimination physique de l'adversaire et mondialisation des antagonismes. Y aura-t-il un jour prison, et peut-être pire encore, pour ceux qui contestent la notion de genre, tout comme les législatives dispositions qui en découlent ? Verra-t-on alors éclater des guerres, diplomatique ou militaire, entre nations s'opposant autour du dogme butlérien ? Semblables questions peuvent sembler factices et inutilement alarmistes. Il n'empêche, un siècle à peu près sépare *Le Manifeste du Parti communiste* de la Seconde Guerre Mondiale : qui aurait dit que ce pamphlet de quelques pages allait générer un jour la plus formidable machine à tuer jamais inventée par l'Histoire ? Nous n'avons qu'un recul de 20 ans pour évaluer la portée de *Gender Trouble*. Mais, justement, les clivages et les stupéfiantes violences de l'argumentaire que ce dernier entraîne au cœur même de notre gaullienne République montrent assez que nous sommes face à un phénomène inédit par son ampleur, autant que surprenant par sa virulence. Peut-être nous faudra-t-il alors apprendre à faire avec cette idéologie qui, au nom du genre, aura voulu, comme d'autres par le passé, anéantir le genre humain même. Et, là encore, l'Histoire, ce récit de faits mémorables, pourrait bien être utile viatique : c'est en voyant comment tel ou tel a pu peser de toute sa personne contre les totalitarismes antérieurs qui voulurent l'anéantir que nous saurons, nous osons l'espérer encore, nous prémunir du pire.

Olivier Gosset.